

No. 36934

**France
and
The Former Yugoslav Republic of Macedonia**

Agreement between the Government of the French Republic and the Macedonian Government on the reciprocal promotion and protection of investments. Paris, 28 January 1998

Entry into force: *31 March 2000, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and Macedonian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 21 September 2000*

**France
et
Ex-République yougoslave de Macédoine**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement macédonien sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Paris, 28 janvier 1998

Entrée en vigueur : *31 mars 2000, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et macédonien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 21 septembre 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT MACÉDONIEN SUR L'ENCOURAGEMENT
ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement macédonien, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Macédoine et macédoniens en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1. Définitions

Pour l'application du présent accord:

1. Le terme "investissement" désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement:

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les baux, hypothèques, privilèges, usufruits, nantissements et tous droits analogues;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique;

d) les droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Il est entendu que lesdits investissements, incluant les réinvestissements, doivent être ou avoir été effectués conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.

3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement durant une période donnée telles que les bénéfices, redevances, intérêts, dividendes et plus-values.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

Article 2. Promotion et admission des investissements

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

Article 3. Traitement juste et équitable

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu à un traitement juste et équitable ne soit entravé ni en droit, ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante. Les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Article 4. Traitement national et traitement de la Nation la plus favorisée.

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

Article 5. Dépossession et indemnisation

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Cette indemnité produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

Article 6. Libre transfert

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert:

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants;
- b) des redevances et autres paiements découlant des droits désignés à l'Article 1 paragraphe 1, lettres d) et e) du présent accord;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

Article 7. Règlement des différends entre un investisseur et une Partie Contractante

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965.

Article 8. Garantie et subrogation

1. Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

2. Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

3. Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

4. Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

Article 9. Engagement particulier

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

Article 10. Règlement des différends entre Parties Contractantes

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties Contractantes.

Article 11. Entrée en vigueur et expiration

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification. A compter de son entrée en vigueur, le présent accord annule et remplace la convention signée le 28 mars 1974 entre le Gouvernement de la

République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie sur la protection des investissements, reprise à son compte par le Gouvernement Macédonien par lettre en date du 14 décembre 1995.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

Fait à Paris, le 28/01/98 en deux originaux, chacun en langue française et en langue macédonienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

HUBERT VÉDRINE

Pour le Gouvernement Macédonien :

TAKI FITI

[MACEDONIAN TEXT — TEXTE MACÉDONIEN]

**ДОГОВОР
ПОМЕЃУ
ВЛАДАТА НА РЕПУБЛИКА ФРАНЦИЈА
И
МАКЕДОНСКАТА ВЛАДА
ЗА ЗАЕМНО ПОТТИКНУВАЊЕ И ЗАШТИТА НА ИНВЕСТИЦИИ**

Владата на Република Франција и Македонската Влада (во натамошниот текст: Договорни страни),

Со желба за зацврстување на економската соработка помеѓу двете Држави и креирање поволни услови за француски инвестиции во Македонија и македонски инвестиции во Франција .

Убедени дека поттикнувањето и заштитата на овие инвестиции ќе придонесат за стимулирање на трансферите на капитал и технологија помеѓу двете држави во интерес на нивниот економскиот развој,

Се согласија за следното.

Член 1 **Дефиниции**

За целите на овој Договор:

1. Термиот "инвестиција" означува секаков вид на средства, како што се стоки, права и интерес од било каква природа, и посебно иако не исклучиво:

а) Движен и недвижен имот како и било кое друго право *in rem* како што се закупи, хипотеки, залози, право на плодуюживање, гаранции и слични права;

б) Акции, премии по основ на акции и други облици на интерес, вклучувајќи малцински или индиректни облици, во претпријатија конституирани на територијата на една од Договорните Страни;

в) Побарувања во пари или обврзници, или побарувања за легитимни услуги кои имаат економска вредност;

г) Права на интелектуална, индустриска и трговска сопственост како што се авторски права, патенти, лиценци, трговски марки, индустриски модели и моистри, технички постапки, know-how, трговски називи и goodwill;

д) Концесии доделени со закон или договор, вклучувајќи концесии за истражување, одгледување, екстракција или експлоатација на природни ресурси, вклучувајќи ги и оние кои се лоцирани во поморската зона на Договорните Страни.

Се подразбира дека овие инвестиции, вклучувајќи ги реинвестициите, се инвестиции кои веќе се извршени или можат да бидат извршени по воведување во сила на овој Договор во согласност со законодавството на Договорната Страна на чија територија или поморска зона инвестицијата е извршена.

Промената на формата во која се инвестирани средствата нема да влијае на нивниот карактер на инвестиција под услов таквата промена да не е во спротивност со законодавството на Договорната Страна на чија територија или во поморска зона е извршена инвестицијата.

2. Терминот "државјани" означува физички лица кои поседуваат државјанство на некоја од Договорните Страни.

3. Терминот "компанија" означува било кое правно лице конституирано на територијата на една од Договорните Страни, во согласност со законодавството на таа Страна и кое има седиште на територијата на таа Страна, или е контролирано директно или индиректно од државјани од една Договорна Страна, или од правни лица кои имаат седиште на територијата на една Договорна Страна и кои се конституирани во согласност со законодавството на таа Договорна Страна.

4. Терминот "приходи" ги означува сите износи кои произлегуваат од инвестиција за даден период, како што се профити, приходи од лиценци, камата, дивиденди и капитални добиивки.

Приходите од инвестиции, и во случај на реинвестиции, приходите од ре-инвестиции ќе уживаат иста заштита како инвестициите.

5. Овој Договор ќе се применува на територијата на секоја Договорна Страна, како и во поморската зона на секоја Договорна Страна, во натамошниот текст: економска зона и елн-континенталниот појас надвор од територијалните води на секоја Договорна Страна, на кои тие имаат, во согласност со меѓународното право, суверени права и јурисдикција со цел истражување, искористување и заштита на природните ресурси.

Член 2

Поттикнување и одобрување на инвестиции

Секоја Договорна Страна ќе ги поттикнува и одобрува на нејзината територија и во нејзината поморската зона, во согласност со нејзиното законодавство и со одредбите на овој Договор, инвестициите на државјани или компании од другата Договорна Страна.

Член 3

Праведен и рамноправен третман

Секоја Договорна страна, во согласност со принципите на меѓународното право, ќе обезбеди праведен и рамноправен третман на инвестициите на државјани или компании од другата Договорна Страна на нејзината територија или во нејзината поморската зона, и ќе осигури дека остварувањето на така признаените права нема да биде попречено со закон

или во пракса. Особено иако не и исклучиво, за *de jure* или *de facto* попречување на праведниот и рамноправен третман ќе се смета било кое ограничување при купување или транспорт на сировини и помошни материјали, енергија и гориво, како и средства за производство и операции од било кој вид, било кое попречување на продажба или транспорт на производи во земјата или во странство, како и било која друга мерка со сличен ефект.

Во рамките на домашното законодавство, Договорните Страни поволно ќе ги разгледуваат барањата за влез и дозвола за престој, работа и патување на државјаните од едната Договорна Страна во врска со инвестиција на територијата или во поморската зона на другата Договорна Страна. Државјаните овластени за работа на територијата или во поморската зона на една од Договорните Страни, ќе ги уживаат материјалните средства во врска со остварување на нивните професионални активности.

Член 4

Национален третман и третман на најновластена нација

Секоја Договорна Страна на нејзината територија или во нејзината поморската зона ќе обезбеди на државјаните и компаниите на другата Договорна Страна, во однос на нивните инвестиции и активности поврзани со инвестициите, третман не помалку поволен од оној кој го доделува на нејзините државјани или компании, или третман кој го доделува на државјани и компании од најповластена нација, ако последниов е поповолен.

Овој третман нема да ги вклучува привилегиите доделени од едната Договорна Страна на државјани и компании од трета Држава по основ на партиципација или здружување во слободна трговска зона, царинска унија, заеднички пазар или било која друга форма на регионална економска организација.

Одредбите од овој член не се однесуваат на прашања поврзани со оданочување.

Член 5

Одземање и надомест

1. Инвестициите извршени од државјани или компании од едната Договорна Страна ќе уживаат целосна и комплетна заштита и сигурност на територијата и во поморската зона на другата Договорна Страна.

2. Ниедна Договорна Страна нема да презема мерки на експроприација или национализација или други мерки кои имаат ефект на директно или индиректно одземање на инвестиции од државјани и компании на другата Договорна Страна на нејзината територија или во нејзината поморската зона, освен кога станува збор за јавен интерес и под услов тие

мерки да не се ниту дискриминаторски, ниту во спротивност со специфична обврска.

Било која мерка на одземање која може да се преземе ќе повлече промптна и адекватна компензација која ќе одговара на реалната вредност на засегнатите инвестиции и ќе се определи во согласност со нормалната економска состојба која преовладувала пред појавата на закана за одземање.

Споменатата компензација, износот и условите на исплата, ќе биде определена не подоцна од датумот на одземање. Оваа компензација ќе биде ефективно остварлива, исплатена без одложување и слободно трансфербилна. Компензацијата, до датумот на исплатата, повлекува камата пресметана по соодветна пазарна каматна стапка.

3. Државјаните или компаниите од едната Договорна Страна чин инвестицни претрпеле загуби како резултат на војна или друг оружен конфликт, револуција, вонредна состојба или побуна на територијата или во поморската зона на другата Договорна Страна, ќе уживаат третман од последнава Договорна Страна кој не е помалку поволен од оној кој е доделен на сопствениите државјани или компании или на оние од најповластена нација.

Член 6 Слободен трансфер

Секоја Договорна Страна на чија територија или поморска зона се извршени инвестиции од државјани или компании на другата Договорна Страна, ќе им гарантира слободен трансфер на овие државјани и компании на:

- а) камата, дивиденди, профити и друг тековен приход;
- б) приходи од лиценци и друг вид на исплати кои произлегуваат од правата наведени во член 1, став 1, (г), (д);
- в) отплата на заеми по основ на договор;
- г) вредност на делумна или целосна ликвидација или продажба на инвестиција, вклучувајќи капитални добивки на инвестираиот капитал;
- д) компензација за одземање или загуба објаснета во член 5, став 2 н 3.

Државјаните на било која Договорна Страна кои имаат дозвола за работа на територијата или во поморската зона на другата Договорна Страна, како резултат на одобрената инвестиција, ќе можат да трансферираат во сопствената земја соодветен дел од заработките.

Трансферите од претходните ставови ќе бидат извршени промптно по официјален девизен курс важечки на денот на трансферот.

Член 7

Решавање на спорови помеѓу инвеститор и Договорна Страна

Секој спор во врска со инвестиции, меѓу Договорна Страна и државјанин или компанија на другата Договорна Страна може да се реши на пријателски начин.

Доколку спорот не се реши во рок од шест месеци од денот на неговото поведување од едната или од другата страна во спорот, ќе биде поднесен на барање на некоја од страните на арбитража до Меѓународниот центар за решавање на инвестициони спорови (ICSID), формиран со Конвенцијата за решавање на инвестициони спорови меѓу Држави и државјани на други Држави потпишана во Вашингтон на 18 Март, 1965.

Член 8

Гаранција и суброгација

1. Во случај прописите на едната Договорна Страна да содржат гаранција за инвестирање во странство, оваа гаранција може да се додели, по испитување од случај до случај, на инвестициите на државјани или компании на оваа Страна на територијата или во поморската зона на другата Страна.

2. Инвестициите извршени од државјани или компании на едната Договорна Страна на територијата или во поморската зона на другата Договорна Страна може да ја добијат гаранцијата од претходниот став само доколку биле договорени со другата Страна.

3. Доколку едната Договорна Страна, како резултат на гаранцијата дадена за инвестиции извршени на територијата или во поморската зона на другата Договорна Страна изврши исплата на сопствените државјани или компании, прво споменатата Страна во овој случај има целосно право на суброгација во однос на правата и дејствијата на споменатите државјани и компании.

4. Споменатите исплати нема да влијаат на правото на корисникот на гаранцијата за обраќање до ICSID или за продолжување на започната постапка до нејзино завршување.

Член 9

Посебна обврска

За инвестициите кои се предмет на посебна обврска од едната Договорна Страна, во однос на државјани или компании на другата Договорна Страна, ќе важат, без да одат на штета на одредбите на овој Договор, условите од споменатата обврска доколку последната содржи поповолни одредби од Договорот.

Член 10

Решавање на спорови помеѓу Договорни Страни

1. Споровите во врска со интерпретација или примена на овој Договор ќе се решат, доколку е можно, по дипломатски канали.

2. Доколку спорот не се реши во рок од шест месеци од датумот на неговото поведување од било која Договорна Страна, се поднесува за решавање, по барање на некоја од Договорните Страни, до арбитражен трибунал.

3. Споменатиот трибунал ќе се формира на следниов начин за секој поединечен случај: секоја Договорна Страна ќе именува по еден арбитер, и така именуваните арбитри ќе именуваат со взаемна спогодба државјанин на трета Држава, кој ќе биде назначен за Претседател на трибуналот од двете Договорни Страни. Сите арбитри мора да бидат именувани во рок од два месеци од датумот на известувањето на едната Договорна Страна на другата Договорна Страна за иејзината намера за поднесување на спорот до арбитража.

4. Доколку роковите од став 3 не се запазат, било која од Договорните Страни, во отсуство на друга спогодба, ќе го повика Генералниот Секретар на Организацијата на Обединетите Нации да ги изврши потребните именувања. Доколку Генералниот Секретар е државјанин на некоја од Договорните Страни или ако на друг начин е спречен во извршување на споменатата функција, следниот по сениорност Потсекретар, кој не е државјанин на некоја од Договорните Страни, ќе ги изврши потребните именувања.

5. Трибуналот ќе ги донесува одлуките со мнозинство гласови. Овие одлуки ќе бидат конечни и правно обврзувачки за Договорните Страни.

Трибуналот ќе одреди сопствени правила на процедура. Тој ќе ја интерпретира пресудата на барање на некоја од Договорните Страни. Доколку поинаку не реши трибуналот во склад со посебните околности, правните трошоци вклучувајќи надомест за арбитрите, ќе ги снесат подеднакво двете Договорни Страни.

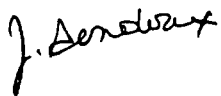
Член 11
Влегување во сила и откажување

Секоја Договорна Страна ќе ја извести другата за завршување на уставните процедури неопходни за воведување во сила на овој Договор, кој ќе влезе во сила еден месец по добивање на крајното известување. Со влегувањето во сила, овој Договор ја става вон сила и ја заменува Конвенцијата за заштита на инвестиции помеѓу Владата на Француската Република и Владата на Социјалистичка Федеративна Република Југославија потпишана на 28 Март, 1974 год., и преземена од Македонската Влада со писмо од 14 Декември, 1995 год.

Договорот ќе биде во сила за инцијален период од десет години. Ќе остане во сила и понатаму, освен ако една од Договорните Страни не даде писмено известување една година однапред за откажување преку дипломатски канали.

Со истекот на важноста на овој Договор, инвестициите кои се извршени во периодот на неговото важење ќе продолжат да уживаат заштита, врз основа на овој Договор, за дополнителен период од дваесет години.

Потпишан во *Париз*, на *29 јануари 1998* во дупликати на француски и македонски јазик, со тоа што двата текста се подеднакво автентични.



За Владата на Република Франција



За Македонската Влада

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE MACEDONIAN GOVERNMENT ON THE
RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Macedonian Government, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to reinforce economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Macedonia and Macedonian investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article 1. Definitions

For the purpose of this Agreement:

1. The term "investment" shall apply to all assets such as property, rights and interests of any category and, particularly but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of one Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Intellectual and industrial property rights (such as copyrights, patents for inventions, licences, registered trademarks, industrial models and designs), technical processes, know-how, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

It is understood that the said investments, including reinvestments, shall be or shall have been made in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term "national" shall apply to an individual having the nationality of one Contracting Party.

3. The term "company" shall apply to any body corporate constituted in the territory of one Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party's legislation.

4. The term "income" shall mean all the amounts yielded by an investment such as profits, royalties or fees, interest, dividends or capital gains, during a given period.

Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall be applicable to the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, hereinafter defined as the economic zone and the continental shelf, which extend beyond the limit of the territorial waters of each Contracting Party and over which it exercises, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purposes of prospecting, developing and preserving natural resources.

Article 2. Promotion of and permission for investments

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

Article 3. Just and equitable treatment

Each Contracting Party undertakes to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted to just and equitable treatment is not impeded either de jure or de facto. In particular, but not exclusively, the following shall be considered as de jure or de facto impediments to just and equitable treatment: any restrictions on the purchase or transportation of raw materials and secondary materials, energy and fuel, and of means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transportation of goods within the country and abroad, and any other measures having a similar effect.

The Contracting Parties, within the framework of their domestic legislation, shall give favourable consideration to applications for entry, stay, work and travel made by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory or the maritime zone of the other Contracting Party. Nationals who are authorized to work in the territory or the maritime zone of one Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Article 4. National or most-favoured-nation treatment

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to nationals or companies of the other Party in respect of their investments and activities in connection

with such investments, treatment which is no less favourable than that accorded to its nationals or companies, or the treatment accorded to nationals or companies of the most-favoured nation, if the latter is more advantageous.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to the nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

Article 5. Dispossession and compensation

1. Investments made by nationals or companies of either Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. The Contracting Parties shall not take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause nationals and companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly, of the investments belonging to them in their territory and maritime zone, except for reasons of public necessity and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, equal to the real value of the investments in question, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

The amount and methods of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of the appropriate market interest rate.

3. Nationals or companies of one Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded, by the latter Party, treatment which is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most-favoured nation.

Article 6. Free transfer

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to the said nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties and other payments deriving from the rights listed in article 1, subparagraphs 1 (d) and 1 (e) of this Agreement;
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;

(d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;

(e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, subparagraphs 2 and 3, above.

Nationals of each Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the official rate of exchange applicable on the date of transfer.

*Article 7. Settlement of disputes between an investor
and one Contracting Party*

Any dispute relating to investments between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be so settled within six months of the time when a claim is made by one of the parties to the dispute, it shall be submitted at the request of either of the parties for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.

Article 8. Guarantee and subrogation

1. Insofar as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

2. The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

3. When one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby be subrogated to the rights and shares of the said national or company.

4. Such payments shall be without prejudice to the rights of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

Article 9. Specific undertaking

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals and companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 10. Settlement of disputes between the Contracting Parties

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one Contracting Party, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one member, and the two members shall, by agreement, designate a national of a third State, who shall be appointed Chairman of the Tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any other agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General shall, provided that he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, the costs of arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Contracting Parties.

Article 11. Entry into force and period of validity

Each Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last such notification. Following its entry into force, this Agreement shall cancel and replace the Convention signed on 28 March 1974 between the Government of the French Republic and the Government of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia on the protection of investments, which the Macedonian Government assumed by letter dated 14 December 1995.

The Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given through the diplomatic channel by either Party.

Upon expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

Done in Paris on 28 January 1998, in two originals, each in French and Macedonian, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HUBERT VÉDRINE

For the Macedonian Government:

TAKI FITI

